

ÉVALUATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE DANS LA ZONE DES TROIS FRONTIÈRES (HSM 3F)

Mars, mai et septembre 2023 | Burkina Faso, Mali, Niger

CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés non étatiques (GANEs), de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires.

Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les départements situés dans cette zone¹.

Cette évaluation, offre un aperçu périodique de la sévérité relative des besoins multisectoriels et de leur évolution dans la zone transfrontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Plus précisément, l'étude se focalise sur les régions de l'Est, du Sahel, du Nord, et du Centre-Nord au Burkina Faso ; les régions de Ménaka, Gao, Mopti, Ségou et Tombouctou au Mali ; et les régions de Tahoua et Tillabéri au Niger.

Tableau 1. Localités évaluées

	Burkina Faso	Mali	Niger	3 Frontières
Mars	624	1128	651	2403
Mai	694	1142	443	2279
Septembre	658	1070	477	2175
Moyenne	659	1113	524	2286

NOTE À LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en % de localités évaluées, selon les informations rapportées par les IC. L'ensemble des données portent sur les 30 jours précédant la collecte – sauf indication contraire.

SITUATION OVERVIEW

RÉSULTATS CLÉS

- Une amélioration de **l'accès à la nourriture** pour la population non déplacée a été reportée au cours du mois de septembre, mais qui **reste insuffisant pour la population déplacée (PDI, réfugiés, retournés)** dans plus de la moitié des localités (insuffisant dans 58% des localités au Burkina Faso, 60% au Mali, et 63% au Niger).
- Selon les informations recueillies, **l'accès de la population aux moyens d'existence continue de se détériorer**. En mois de septembre, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens d'existence dans 76% de localités évaluées dans les trois pays (62% au Burkina Faso, 82% au Mali, 83% au Niger).
- **L'accès aux services scolaires pour la population non déplacée reste problématique** dans près de la moitié des localités évaluées dans les trois pays au cours du mois de septembre (61% au Burkina Faso, 39% au Mali et 38% au Niger). Le début de l'année scolaire 2023-2024 a été caractérisé par la fermeture de plusieurs écoles dans la zone des Trois Frontières.
- Au cours des trois cycles de collecte, les IC ont rapporté **l'absence de marchés fonctionnels et à distance de marche** dans plusieurs localités évaluées **au sein des régions de Ménaka** (46%), au Mali, **et de Tahoua** (58%), au Niger. Les raisons principales seraient le manque infrastructurel de marchés et la fermeture imposée par les autorités.
- En parallèle, entre mars et septembre, les IC ont également rapporté que **la majorité de la population ne pouvait obtenir les soins de santé** au sein de 68% de localités évaluées **à Ménaka, et 38% à Tahoua**, en raison de l'absence d'infrastructures à proximité (88% à Ménaka, 100% à Tahoua).
- En matière d'assainissement, les résultats collectés sur les trois périodes de collecte montrent que **la pratique de la défécation à l'air libre reste très répandue**. Au mois de septembre, les IC mentionnaient que la majorité de la population n'utilisait pas de latrines au sein de 41% de localités évaluées, dont 50% au Burkina Faso, et 74% au Niger.



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing
more effective
humanitarian action

PROTECTION

Une diminution du sentiment d'insécurité entre mars et septembre a été rapportée, particulièrement marquée dans les départements frontaliers du Burkina Faso et du Niger, qui pourrait s'expliquer par le fait que pendant la saison des pluies (juin-septembre) on observe une diminution des incidents sécuritaires en raison du fait que les routes deviennent moins praticables.

Selon les informations recueillies au cours des trois périodes de collecte, le sentiment d'insécurité de la majorité de la population dans les localités évaluées aurait augmenté entre mars (67%) et mai (75%), et aurait ensuite diminué en septembre (59% - Cartes 1).

Pendant le cycle de collecte de septembre, les risques sécuritaires pour les femmes (Tableau 2) et les hommes (Tableau 3) mises en avant par les IC variaient entre les trois pays. En particulier, on remarque qu'au Burkina Faso les restrictions de mouvements constituent le principal risque sécuritaire pour les deux groupes de population (femmes/filles, garçons/hommes). Au Mali, bien

Tableau 2. % de localités par principaux risques sécuritaires auxquels sont exposés les garçons/hommes (septembre)

	Burkina Faso	Mali	Niger	3 Frontières
Restrictions de mouvements	64%	29%	12%	36%
Vol de bétail	25%	38%	30%	32%
Menace de violence	34%	33%	14%	29%
Enlèvement	25%	27%	5%	22%
Criminalité ³	15%	30%	9%	21%

que divers risques de sécurité soient signalés dans des proportions presque égales, il convient de souligner le vol de bétail pour les hommes et le harcèlement, la violence ou les agressions sexuelles pour les femmes. Enfin, au Niger, le vol de bétail est considéré comme le principal risque auquel les hommes seraient exposés, tandis que les femmes seraient exposées à des menaces de violence.

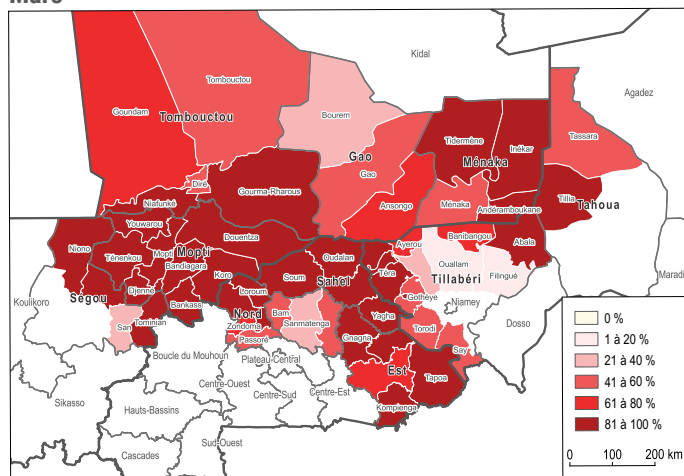
Selon le Humanitarian Snapshot d'OCHA de début octobre 2023, malgré un ralentissement récent du nombre d'incidents de sécurité, le nombre élevé d'attaques meurtrières signalées contre des civils continue de pousser des milliers de familles au déplacement forcé dans la zone des trois frontières. Par ailleurs, au Niger, l'accès humanitaire a été limité à la suite des événements politiques du 26 juillet 2023 et les approvisionnements partiellement interrompus. En outre, entre juin et septembre, le Burkina Faso et le Niger ont été confrontés à des difficultés liées au climat en raison de graves inondations².

Tableau 3. % de localités par principaux risques sécuritaires auxquels sont exposés les filles/femmes (septembre)

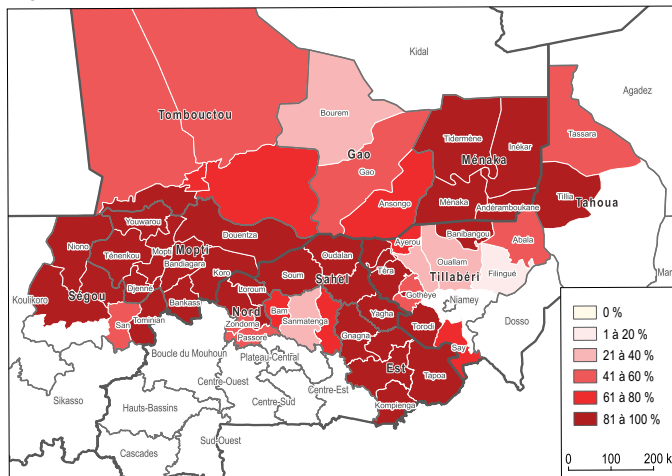
	Burkina Faso	Mali	Niger	3 Frontières
Restrictions de mouvements	63%	27%	10%	34%
Menace de violence	32%	20%	13%	22%
Harcèlement, violence ou agressions sexuelles	14%	32%	4%	21%
Harcèlement verbal (non sexuel)	30%	23%	4%	21%
Mariage forcé ⁴	4%	26%	3%	15%

Cartes 1. % de localités où la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps

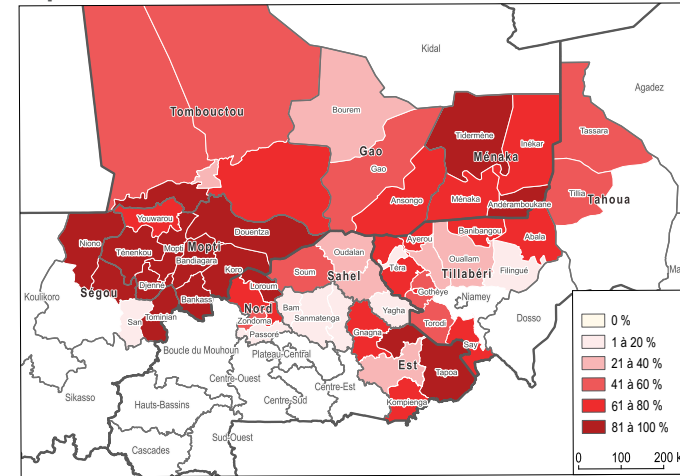
Mars



Mai



Septembre



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH
Informing more effective humanitarian action

DÉPLACEMENTS

La présence de PDI reste stable dans presque la moitié des localités évaluées de la zone des Trois Frontières (Cartes 2), en particulier au sein des régions frontalières entre le Mali (36%) et le Burkina Faso (84%).

Les informations recueillies sur les trois cycles (mars, mai, et septembre) montrent la présence des PDI dans une proportion significative de localités évaluées, notamment au Burkina Faso dans les régions du Nord (94% ; 96% ; 95%), du Centre-Nord (98% ; 96% ; 90%), du Sahel (90% ; 90% ; 87%) et de l'Est (65% ; 51% ; 59%) ; au Mali, dans les régions de Mopti (61% ; 52% ; 54%), de Ségou (33% ; 22% ; 23%) et de Ménaka (27% ; 11% ; 20%) ; et au Niger dans la région de Tahoua (23% ; 15% ; 22%).

Selon les rapports du l'UNHCR, en mois de septembre la zone de trois frontières recensait plus de 2 millions de PDI, dont 1.471.694 au Burkina Faso (régions du centre-Nord, du Nord, de l'Est et du Sahel)⁵ ; 337.634 au Mali (régions de Gao, Ménaka, Mopti, Ségou et Tombouctou)⁶ ; et 209.397 au Niger (régions de Tahoua et Tillabéri)⁷.

En outre, au cours des 30 jours précédant la collecte de septembre, les IC ont rapporté des déplacements de la population non déplacée, notamment au sein des localités évaluées dans les régions de l'Est (24%) et du Nord (23%) au Burkina Faso ; dans les régions de Ménaka (29%), Ségou (24%) et Mopti (23%) au Mali ; et dans la région de Tillabéri (24%) au Niger. Les raisons expliquant le départ de la population locale vers d'autres localités varient entre les trois pays (Tableau 5). Au Niger la principale raison serait la recherche de meilleures opportunités de travail ; au Mali les raisons sont principalement sécuritaires (menaces envers la population et conflits

armés) ; finalement, au Burkina Faso les raisons seraient à la fois économiques (meilleures opportunités de travail) et sécuritaires (menaces envers la population).

Tableau 4. % de localités recensant des déplacements de la population non déplacée vers d'autres localités

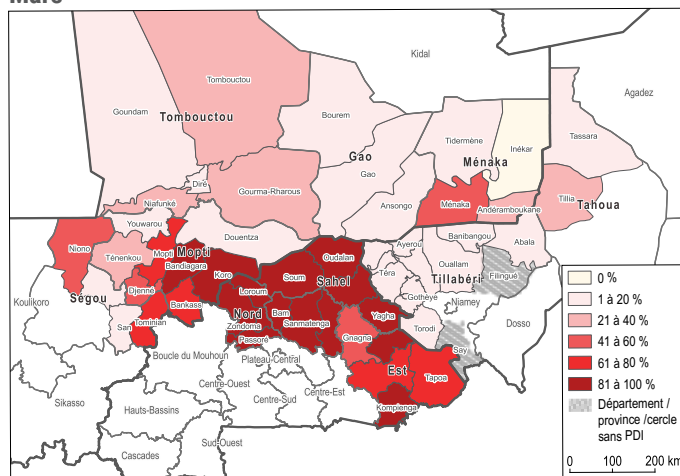
	Burkina Faso	Mali	Niger	3 Frontières
Mars	22%	16%	28%	21%
Mai	20%	17%	29%	20%
Septembre	12%	19%	22%	17%
Moyenne	18%	17%	26%	19%

Tableau 5. % de localités recensant des déplacements de la population non déplacée vers d'autres localités, par principales raisons de départ (septembre)

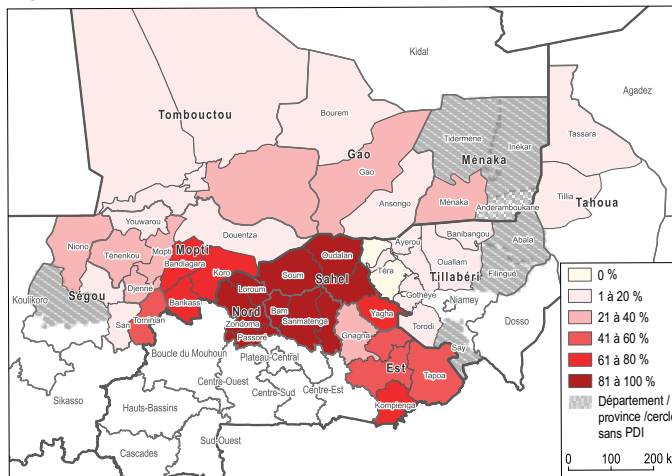
	Burkina Faso	Mali	Niger	3 Frontières
Meilleures opportunités de travail	51%	27%	86%	48%
Menaces envers la population	46%	57%	17%	44%
Conflits armés	26%	40%	12%	29%

Cartes 2. % de localités recensant la présence de PDI

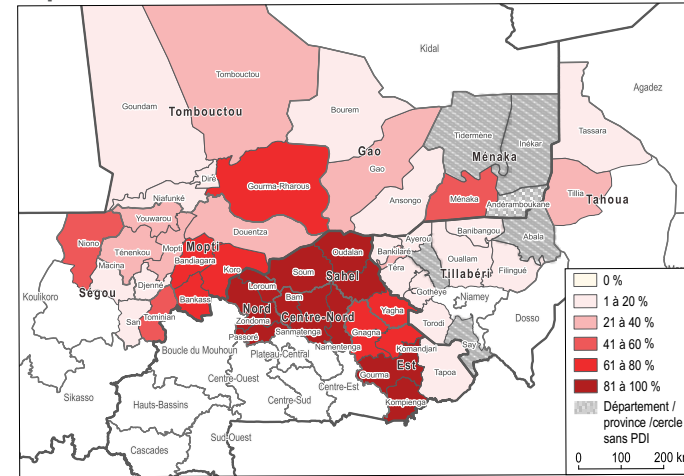
Mars



Mai



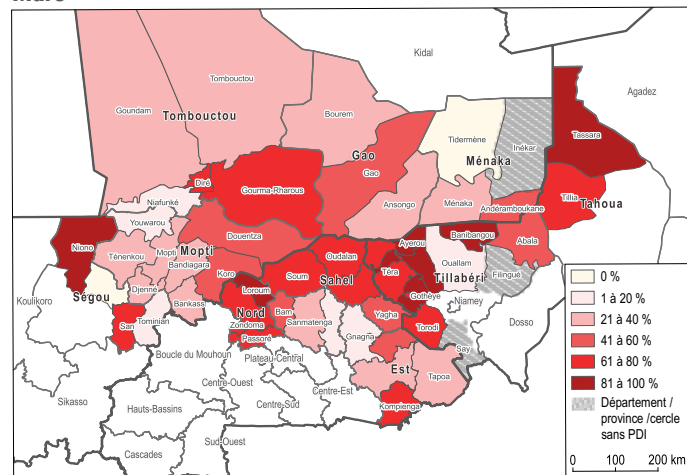
Septembre



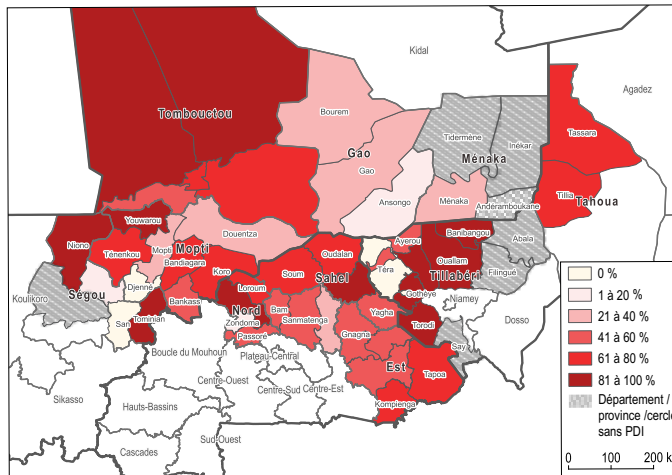
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (SECAL)

Cartes 3. % de localités où la majorité de la population déplacée (PDI, réfugiés, retournés) n'avait pas accès à suffisamment de nourriture⁸

Mars



Mai



Septembre

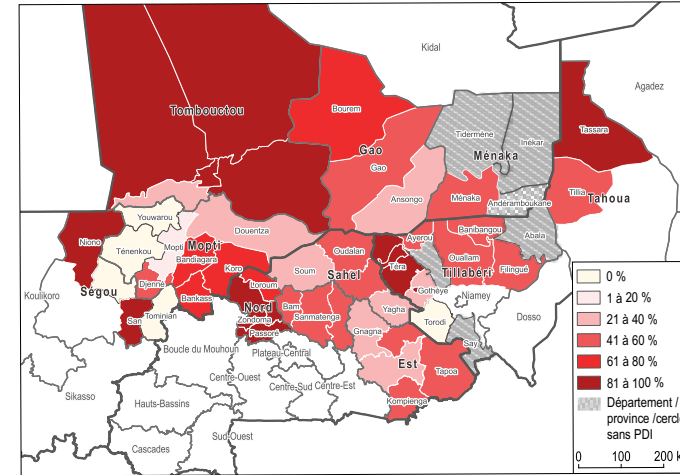


Tableau 6. % de localités où la majorité de la population non déplacée n'avait pas accès à suffisamment de nourriture⁸

	Burkina Faso					Tot BFA	Mali					Tot MLI	Niger			Tot NER	3 Frontières
	Centre-Nord	Est	Nord	Sahel			Gao	Ménaka	Mopti	Ségou	Tombouctou		Tahoua	Tillabéri			
Mars	11%	18%	21%	48%	26%		18%	15%	9%	27%	18%	15%	64%	55%	56%		29%
Mai	18%	19%	25%	63%	32%		11%	20%	18%	13%	26%	16%	77%	58%	60%		30%
Septembre	7%	37%	40%	7%	22%		5%	27%	18%	4%	25%	14%	65%	39%	42%		23%
Moyenne	12%	25%	29%	26%	27%		11%	21%	15%	15%	23%	15%	69%	51%	53%		27%

Bien que l'accès à la nourriture reste un enjeu majeur dans la région des Trois Frontières, on constate une amélioration générale entre mars et septembre 2023 (Cartes 3, Tableau 6), notamment en raison des premières récoltes. Cependant, la crise sécuritaire reste un potentiel facteur de dégradation de la situation alimentaire dans la zone.

En ce qui concerne les localités rapportant un manque d'accès à suffisamment de nourriture, les raisons mises en avant par les IC seraient l'épuisement des réserves de nourriture⁹, les prix trop élevés¹⁰ et le manque d'argent¹¹ pour acheter des aliments (tant pour les déplacés que pour les non déplacés). Les bonnes précipitations ont permis aux cultures de mil et de niébé de mûrir plus tôt que la moyenne, améliorant ainsi la disponibilité alimentaire de la population, notamment au Niger et au Burkina Faso¹². Au Mali, une amélioration saisonnière est attendue à partir du mois d'octobre¹³.

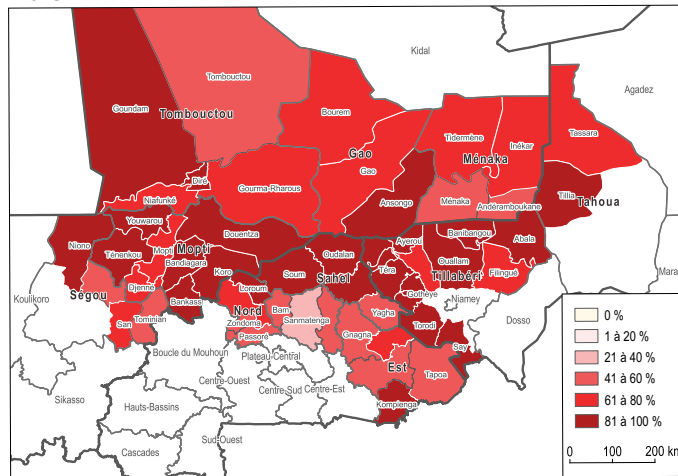
Selon les rapports de FewsNet du mois de septembre, au Burkina Faso les régions de Centre-Nord, du Nord, de l'Est et du Sahel se trouvent en situation d'insécurité alimentaire de

Crise (Phase 3 de l'IPC), avec certaines communes du Sahel et de l'Est étant en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC). En fait, ces régions font face à des fréquentes ruptures de denrées de base, notamment à cause des activités des groupes armés sur les principaux axes routiers qui empêchent l'approvisionnement des marchés¹⁴. Au Mali, les régions de Gao, Mopti, Ségou et Tombouctou se trouvent entre Stress (Phase 2 de l'IPC) et Crise, notamment dans les cercles frontaliers avec le Niger et le Burkina Faso, tandis que la région de Ménaka se trouve en situation d'Urgence. Cette situation serait due à la recrudescence des incidents sécuritaires qui provoquent des déplacements inhabituels de personnes, à l'imposition de blocus sur les principaux axes routiers et à la perturbation continue de l'activité économique¹⁵. Au Niger, les régions de Tillabéri et le nord de Tahoua font face à une insécurité alimentaire de Crise, due au manque de ressources propres à la population pour acheter les aliments, et accrue par le manque d'assistance régulière dans la zone à cause des effets des sanctions économiques et commerciales sur la mise en œuvre des plans de réponse alimentaire et humanitaire¹⁶.

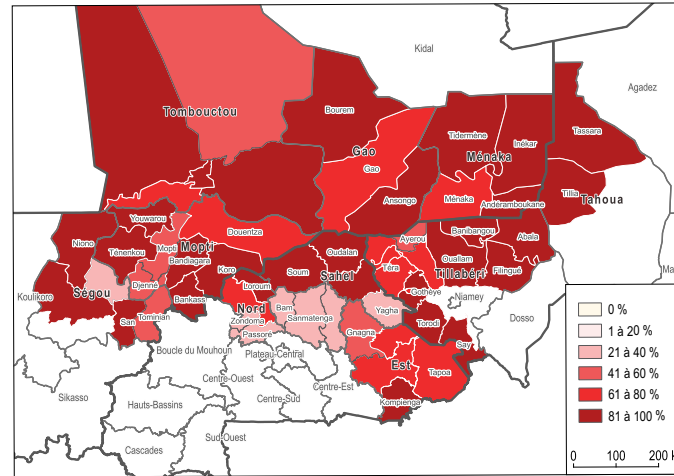
MOYENS D'EXISTENCE

Cartes 4. % de localités où la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens d'existence

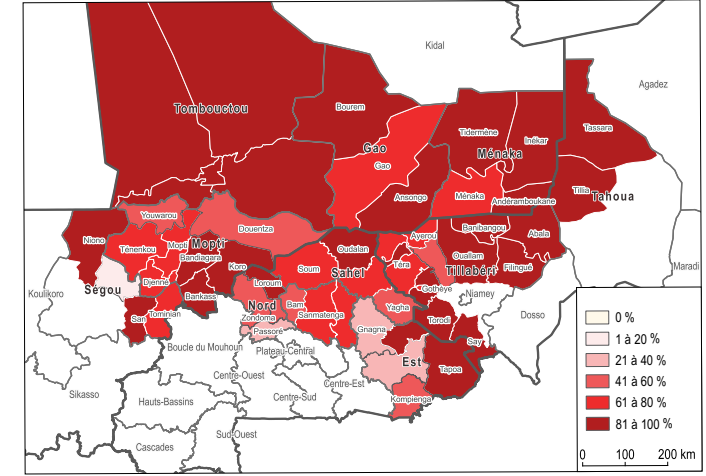
Mars



Mai



Septembre



La situation économique apparaît très précaire dans la zone des Trois Frontières et se caractérise par le manque d'accès aux moyens d'existence, des prix élevés et un faible accès aux infrastructures économiques.

Le manque d'accès aux moyens d'existence s'expliquerait par le manque de capital¹⁷, l'insécurité due aux attaques des groupes armés¹⁸ et le manque de travail¹⁹.

En parallèle, entre mars et septembre, les IC ont rapporté une augmentation des prix de céréales et des animaux/viande dans plus de la moitié des localités évaluées dans la zone des Trois Frontières (Tableau 7).

Par ailleurs, au cours des trois cycles de collecte les IC ont confirmé l'absence de marchés fonctionnels à distance de marche au sein des localités évaluées dans les régions frontalières de Ménaka, au Mali, et de Tahoua, au Niger (Tableau 8). Cette absence de marchés fonctionnels dans les deux régions mentionnées, est détectée et confirmée à chaque cycle de collecte de

données depuis octobre 2022²⁰. Les raisons rapportées par les IC sont la fermeture des marchés sous décision des autorités²¹ et l'absence chronique²² d'un marché dans ces zones.

Tableau 8. % de localités rapportant l'absence de marchés fonctionnels, ouverts au moins un jour par semaine, à distance de marche

	Ménaka (Mali)	Tahoua (Niger)
Mars	41%	47%
Mai	57%	67%
Septembre	41%	59%
Moyenne	46%	58%

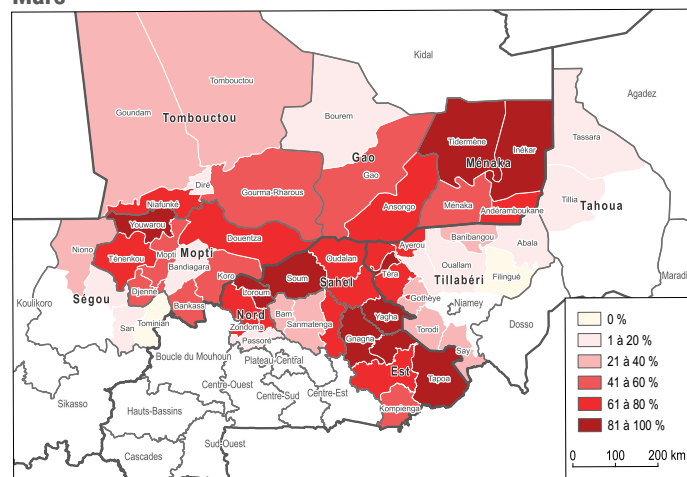
Tableau 7. % de localités ayant rapporté une augmentation des prix des céréales et des animaux/viande

	Burkina Faso		Mali		Niger		3 Frontières	
	Céréales	Animaux/viande	Céréales	Animaux/viande	Céréales	Animaux/viande	Céréales	Animaux/viande
Mars	83%	61%	67%	72%	72%	56%	73%	57%
Mai	75%	55%	64%	61%	64%	44%	67%	55%
Septembre	69%	49%	79%	78%	57%	22%	71%	57%
Moyenne	76%	55%	70%	70%	64%	41%	70%	56%

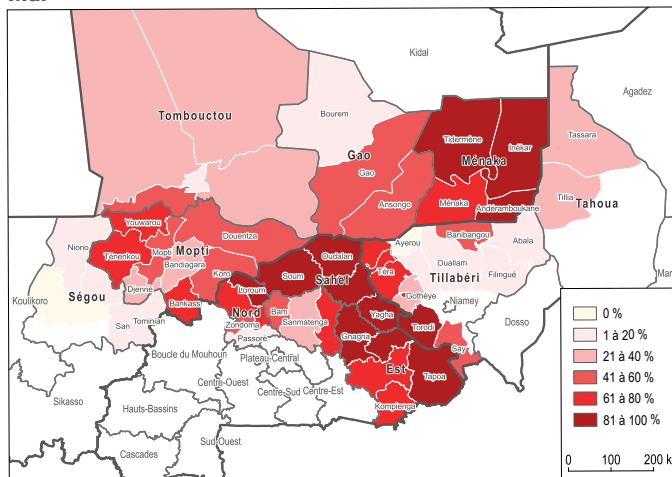
ÉDUCATION

Cartes 5. % de localités où la majorité de la population non déplacée en âge d'aller à l'école, n'avait pas accès à des infrastructures ou des services d'éducation formelle, fonctionnels et à distance de marche

Mars



Mai



Septembre

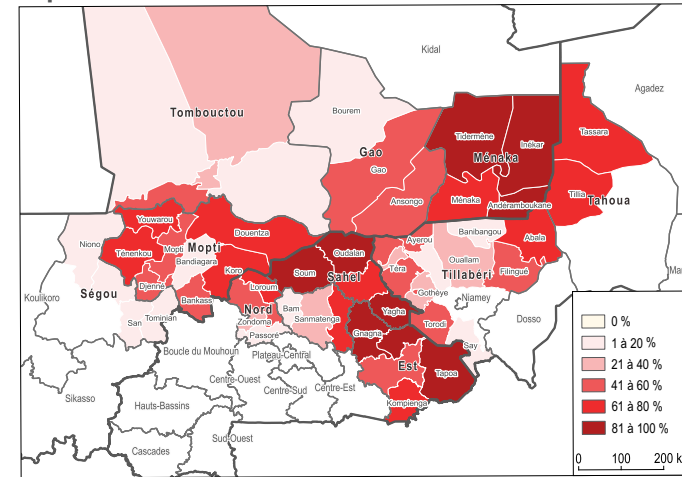


Tableau 9. % de localités où la majorité de la population déplacée (PDI, réfugiés et retournés) en âge d'aller à l'école, n'avait pas accès à des infrastructures ou des services d'éducation formelle, fonctionnels et à distance de marche

	Burkina Faso					Tot BFA	Mali					Tot MLI	Niger		Tot NER	3 Frontières
	Centre-Nord	Est	Nord	Sahel			Gao	Ménaka	Mopti	Ségou	Tombouctou		Tahoua	Tillabéri		
Mars	44%	71%	56%	87%	64%		52%	27%	43%	9%	24%	37%	18%	16%	16%	50%
Mai	56%	78%	57%	95%	70%		37%	25%	45%	0%	26%	35%	0%	15%	11%	55%
Septembre	39%	75%	39%	88%	58%		43%	13%	43%	13%	10%	36%	64%	13%	33%	49%
Moyenne	46%	75%	51%	90%	64%		44%	32%	44%	7%	20%	35%	27%	15%	20%	51%

L'accès de la population aux services scolaires reste problématique dans la région des Trois Frontières (Cartes 5, Tableau 9) où le début de l'année scolaire 2023-2024 a été caractérisé par la fermeture ou la délocalisation de plusieurs écoles. Face à cette situation, les stratégies alternatives d'apprentissage à la disposition des ménages sont limitées.

D'après les informations recueillies pendant le cycle de septembre, au sein de 69% des localités évaluées dans la zone des trois frontières, la population ne disposait d'aucune stratégie alternative en cas de fermeture ou de non-fonctionnalité des écoles (59% BFA, 76% MLI, 74% NER), tandis que dans 14% des localités la population optait pour la délocalisation de l'école (27% BFA, 7% MLI, 2% NER).

Selon le cluster éducation au Niger, un total de 921 écoles dont 891 écoles primaires étaient fermées au mois de septembre dans la région de Tillabéri²³. Au-delà de ces raisons, il est

également important de mentionner que les fortes pluies et inondations ont impactés certains établissements avec la destruction de salles de classes. Selon le MAHGC, un total de 8 salles de classes (respectivement 7 et 1 salles de classes dans les régions de Tahoua et Tillabéri) aurait été détruites par les inondations²⁴. D'après le Ministère de l'Éducation du Burkina Faso, le début du mois d'octobre a connu la fermeture de 37 écoles dans les régions du Centre-Nord (34 écoles primaires) et du Nord (3 écoles post-primaire et secondaires), et la délocalisation de 443 établissements scolaires dans les régions du Centre-Nord (130), du Nord (100), de l'Est (194) et du Sahel (19)²⁵. Finalement, les Nations unies ont signalé que, au Mali, en mois de septembre plus de 1 500 écoles étaient fermées ou ne fonctionnaient pas, en partie à cause de l'insécurité. Dans la région de Mopti, en particulier, près de 25 % des écoles étaient fermées²⁶.

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

En termes d'assainissement et d'hygiène, la situation demeure critique dans la région des Trois Frontières, avec une proportion importante de localités rapportant que la population n'utilisait pas de latrines (Tableau 10), et n'avait pas accès à du savon pour le lavage des mains.

Au cours du mois de septembre, les IC ont rapporté que la pratique de la défécation à l'air libre était particulièrement répandue au sein des localités évaluées au Burkina Faso, dans les régions du Centre-Nord (40%), de l'Est (54%), du Nord (43%) et du Sahel (63%) ; au Mali dans la région de Ménaka (70%) ; et au Niger dans les régions de Tahoua (78%) et Tillabéri (74%).

En parallèle, selon les informations recueillies auprès des IC au cours du mois de septembre, la majorité de la population se lavait les mains avec de l'eau seulement dans le 60% des localités évaluées dans la zone des trois frontières (68% au Burkina Faso, 60% au Mali, et 49% au Niger). Les raisons mises en avant par les IC sont le prix trop élevé du savon (72%) et le manque de sensibilisation de la population à l'utilisation du savon (40%).

Tableau 10. % de localités où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines

	Burkina Faso	Mali	Niger	3 Frontières
Mars	40%	31%	75%	45%
Mai	45%	25%	67%	39%
Septembre	50%	22%	74%	41%
Moyenne	45%	26%	72%	42%

Tableau 11. % de localités où la majorité de la population utilisait une source d'eau non améliorée ou de l'eau de surface

	Burkina Faso	Mali	Niger	3 Frontières
Mars	17%	33%	39%	30%
Mai	18%	27%	30%	25%
Septembre	19%	33%	28%	28%
Moyenne	18%	31%	32%	28%

Tableau 12. % de localité où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage

	Burkina Faso	Mali	Niger	3 Frontières
Mars	27%	20%	35%	25%
Mai	32%	23%	41%	29%
Septembre	22%	15%	34%	21%
Moyenne	27%	19%	37%	25%

ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES (ABNA)

La saison des pluies et les inondations conséquentes ont affecté les abris et les moyens de subsistance des ménages, notamment au Burkina Faso et au Niger.

Au cours du cycle de collecte de septembre, les IC ont rapporté la destruction (partielle ou totale) d'un certain nombre d'abris au sein de plusieurs localités évaluées dans les régions du Centre-Nord (45%), de l'Est (31%), du Nord (45%) et du Sahel (55%) au Burkina Faso, et dans la région de Tahoua (49%) au Niger. Les raisons mises en avant par les IC sont les intempéries (dans 77% de localités évaluées au Burkina Faso, et 79% de localités évaluées à Tahoua) et l'usure du logement (dans 20% de localités évaluées au Burkina Faso, et 13% de localités évaluées à Tahoua).

D'après le rapport d'OCHA sur l'impact des inondations, pour le mois de septembre, au Niger ont été enregistrées plus de 1 500 maisons effondrées dans les régions de Tahoua et Tillabéri, la perte de nombreuses têtes de bétail et la destruction de presque deux mil hectares de cultures²⁷. Une situation similaire est rapportée au Burkina Faso, les pluies diluviennes ayant causé des dégâts matériels, dont l'écroulement de maisons et la perte des moyens de subsistance des populations²⁸.

Tableau 13. % de localités où la majorité des PDI était installés dans un abri sans aucun accord d'occupation

	Burkina Faso	Mali	Niger	3 Frontières
Mars	22%	16%	37%	20%
Mai	28%	21%	52%	26%
Septembre	11%	21%	48%	16%
Moyenne	20%	19%	46%	21%

Tableau 14. % de localités par principaux problèmes en rapport aux conditions d'hébergement de la majorité de la population (septembre)

	Burkina Faso	Mali	Niger	3 Frontières
Abris endommagés ²⁹	37%	14%	27%	24%
Espace insuffisant ³⁰	24%	27%	5%	21%
Incapacité de cuisiner et/ou stocker la nourriture	32%	22%	5%	21%
Ne se sentent pas protégés dans l'abri ³¹	30%	16%	4%	18%

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de “zone de connaissance”. Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d’analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les communes d’intérêt dans la zone frontalière entre le Mali, le Burkina Faso, et le Niger, y compris dans les zones difficilement accessibles.

Les informations sont recueillies via des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d’un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu’au moins 5% des localités de l’unité administrative 3 (commune) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies sur les trois périodes de mars, mai et septembre 2023. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

Pour le cycle de septembre, au Niger la collecte a été réalisée depuis les chefs-lieux de Tillabéri (Tillabéri ville) et de Tahoua (Tahoua ville) en raison des restrictions d’accès au personnel humanitaire imposées par les autorités nationales dans certaines zones du pays, dont les régions de Tillabéri et Tahoua.

NOTES DE BAS DE PAGES

PAGE 1

¹ REACH - Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, Mars 2023.

PAGE 2

² OCHA, Burkina Faso, Mali and Western Niger, Humanitarian Snapshot, octobre 2023.

³ Harcèlement, extorsions, pillage, menace.

⁴ Risque pour un ménage de devoir marier son enfant de force, sans le souhaiter.

PAGE 3

⁵ UNHCR, Operational Data Portal, Burkina Faso.

⁶ UNHCR, Mali, Situation of Refugees, Internally Displaced Persons and Returnees, septembre 2023.

⁷ UNHCR, Niger, Personnes relevant de la compétence du HCR, septembre 2023.

PAGE 4

⁸ Les deux options « largement insuffisante » et « quelque peu insuffisante » ont été agrégées lors de l’analyse.

⁹ Non déplacées : 63% (78% BFA, 59% MLI, 47% NER) ; Déplacés : 59% (75% BFA, 38% MLI, 29% NER).

¹⁰ Non déplacées : 55% (61% BFA, 50% MLI, 60% NER) ; Déplacés : 54% (56% BFA, 51% MLI, 82% NER).

¹¹ Non déplacées : 45% (52% BFA, 38% MLI, 49% NER) ; Déplacés : 55% (62% BFA, 46% MLI, 65% NER).

¹² Fews Net, Burkina Faso, Une situation nutritionnelle préoccupante dans les zones sous-blocus ou d’accès limité septembre 2023 ; Fews Net, Niger, Les prix élevés des denrées alimentaires limitent l’accès des ménages pauvres aux aliments de base septembre 2023.

¹³ Fews Net, Mali, L’insécurité volatile en cours expose davantage les ménages à l’insécurité alimentaire, septembre 2023.

¹⁴ Fews Net, Burkina Faso, Une situation nutritionnelle préoccupante dans les zones sous-blocus ou d’accès limité septembre 2023

¹⁵ Fews Net, Mali, L’insécurité volatile en cours expose davantage les ménages à l’insécurité alimentaire, septembre 2023.

¹⁶ Fews Net, Niger, Les prix élevés des denrées alimentaires limitent l’accès des ménages pauvres aux aliments de base septembre 2023.

PAGE 5

¹⁷ 52% (32% BFA, 58% MLI, 59% NER).

¹⁸ 16% (36% BFA, 10% MLI, 8% NER).

¹⁹ 14% (9% BFA, 17% MLI, 10% NER).

²⁰ Pour le mois d’octobre 2022, l’absence de marchés fonctionnels à distance de marche a été rapportée par les IC au sein de 67% de localité évaluées dans le cercle de Ménaka (Mali), et 56% de localité du département de Tahoua (Niger).

²¹ La fermeture des marchés suite décision des autorités a été rapportée à Ménaka dans 65% de localités en mars, 60% de localités en mai, et 47% de localités en septembre ; et à Tahoua dans 18% de localités évaluées en mars.

²² L’absence chronique d’un marché fonctionnel à distance de marche a été rapportée à Ménaka dans 24% de localités en mars, 39% de localités en mai, et 29% de localités en septembre ; et à Tahoua dans 82% de localités en mars, 91% de localités en mai, et 93% de localités en septembre.

PAGE 6

²³ Groupe de travail éducation, Compte rendu de réunion du 28 septembre 2023, consulté le 13 octobre 2023.

²⁴ Cluster Education – Niger, Compte rendu de réunion mensuelle du 19 septembre 2023, consulté le 13 octobre 2023 ; Discussions en cours entre le MAHGC et les DRENs sur les informations à transmettre au comité de validation des données sur les inondations.

²⁵ Burkina Faso, Ministère de l’éducation nationale, de l’alphabétisation et de la promotion des langues nationales, Rapport statistique de données de l’Education en situation d’Urgence du 31 octobre 2023.

²⁶ UNICEF, Mali, près de 1.500 écoles fermées ou non fonctionnelles à cause de l’insécurité septembre 2023.

PAGE 7

²⁷ OCHA, Niger, Chiffres-clés sur les inondations, septembre 2023 ; OCHA, West and Central Africa : Weekly regional Humanitarian Snapshot, 27 septembre-4 octobre.

²⁸ OCHA, Burkina Faso, Aperçu de la situation humanitaire, septembre 2023.

²⁹ Toit/murs fissurés.

³⁰ Certaines personnes doivent dormir dehors ou à même le sol.

³¹ Impossible de verrouiller la maison en toute sécurité.

À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l’élaboration d’outils et de produits d’information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d’urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d’IMPACT Initiatives, d’ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d’informations, veuillez consulter notre site internet: **www.reach-initiative.org**



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing
more effective
humanitarian action